



Une crise salutaire ? Même pas !

Le « monde d'après » évoqué durant la crise sanitaire se transforme progressivement en « monde d'avant, toute ! ». Le programme de maintenance nucléaire bouleversé, dû au confinement, a pour conséquence le report de tous les chantiers. Sans marge aucune, en raison de choix énergétiques gouvernementaux irraisonnés, le risque de pénurie électrique devient probable. Plutôt que de tirer les enseignements de ses orientations qui placent la France en état de dépendance, le gouvernement s'obstine dans une politique à l'opposé d'une ambition industrielle, qu'il a pourtant prônée au plus fort de la crise sanitaire.



Dorénavant incapable de faire face à une vague de froid, la France n'est plus en capacité d'atteindre le record de l'hiver 2012 de 102 GW de puissance appelée. Elle compte, depuis cette date, sur des importations pour couvrir sa pointe de consommation, importation onéreuse et carbonée de surcroît.

L'emploi au-delà de 95 GW est Allemand, par la faute d'une transition énergétique dont on était en droit d'attendre d'autres effets. Exporter l'emploi et importer de l'électricité, la France est doublement perdante !

RTE a tiré récemment, le signal d'alarme, maintes fois déjà actionné par les élus du CCE et du CSE-C d'EDF SA, en émettant une alerte sur une probable pénurie d'électricité l'hiver prochain.

Devant une telle situation, nous pourrions nous attendre à une ré-interrogation de la politique énergétique française, d'autant plus quand l'opinion publique réclame une relocalisation des productions indispensables à l'indépendance de la France et par voie de conséquence utile à l'emploi. Et bien non !

La fermeture de Fessenheim à la fin du mois de juin n'est nullement remise en cause, pas plus que celles du Havre et de Cordemais qui se profilent. En « avant toute » pour le monde d'après. Et sans emploi !

Voilà où nous en sommes, après des années de bidouillages du marché de l'énergie. A gérer la pénurie !

L'Alliance CFE UNSA Énergies dénonce cette fuite en avant, faite de destruction du tissu industriel au profit d'importations.



Face à cette pénurie hivernale, le Ministère de tutelle en est à promouvoir le financement de thermostats pour endiguer une demande d'énergie cet hiver. Selon les mêmes faudrait-il aussi respirer une fois sur deux pour diminuer les émissions de CO2 ?!

Affaiblir une production assurée par 63 GW de puissance électronucléaire par une ribambelle de productions décentralisées et intermittentes, et ce, sans aucun bénéfice sur les émissions de CO2, le tout, pour un coût exorbitant...**chapeau les technos ! Le prix Nobel d'économie s'éloigne.**

Et au chapitre de l'emploi ? Si peu !

On attend toujours le million d'emplois promis par la transition énergétique, alors que des centaines de milliers forment la filière électronucléaire, hydraulique ou thermique mais que les gouvernements successifs affaiblissent au grès de leurs choix énergétiques.

Tout est à revoir : la régulation de l'accès à la rente nucléaire historique, la trajectoire de la transition écologique, le financement du nouveau nucléaire, celui des énergies renouvelables...



La crise sanitaire a révélé des défaillances dans nombre de domaines, parfois un manque d'anticipation mais elle aura aussi révélé **la faillite de la régulation énergétique.**

L'Alliance CFE UNSA Énergies exige une politique énergétique consensuelle et pragmatique. Or, le dogme l'emporte sur le bon sens, les intérêts particuliers sur l'intérêt général, le tout sans ambition industrielle et sans emploi. Le monde d'après, pire qu'avant, l'Alliance CFE UNSA Énergies s'y opposera, pour assurer l'indépendance énergétique et des filières industrielles pourvoyeuses d'emplois.